

Transition à l'économie de marché : entre globalité et spécificités

BOUDELLAL Ali

Maitre de conférences (A), Faculté des sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales, Université de Tlemcen. Email : boudellala@yahoo.com

BOURAHLI Ahmed Toufik

Maitre Assistant (A), Université de Constantine.

Résumé: Globalement l'aboutissement de la transition à l'économie de marché de même que les contributions théoriques et les réflexions faites autour sont loin d'être achevées. Ce qui fait d'ailleurs dire à Kornai János que la transitologie n'a nullement achevé sa mission et qu'elle n'a à vrai dire même pas amorcé le travail de fond requis.

Abstract: Broadly the result of the transition to the market economy just as the theoretical contributions and the reflections made around are far from being completed. What makes besides Kornai János which the transitology by no means completed its mission and that it to tell the truth did not even start necessary basic work.

Nous espérons que notre article a permis d'apprécier l'ampleur du processus et ses conséquences sur de nombreuses économies et des centaines de millions d'êtres humains. Les situations de départ, le déroulement des processus, les méthodes adoptées et les surprises qui sont survenues ont été autant d'éléments qui ont fait que toutes ces transformations tout en comportant des éléments communs avaient des propriétés et des caractéristiques uniques et des trajectoires particulières.

We hope that our article made it possible to appreciate the extent of the process and its consequences on many economies and hundreds of millions human beings. The starting situations, the course of the processes, the adopted methods and the surprises which occurred were as many elements which made than all these transformations while comprising common elements had single properties and characteristics and particular trajectories.

La diversité des situations et des approches théoriques peuvent constituer un gage pour l'ouverture d'un champ théorique inter disciplinaire qui puisse dépasser les insuffisances et les incohérences de la théorie standard.

The diversity of the situations and the theoretical approaches can constitute a pledge for the opening of a theoretical field inter disciplinary which can exceed the insufficiencies and the inconsistencies of the standard theory.

Mots clés : Transitologie, Economie de marché, Transition à l'économie de marché, Institutions, Big-Bang, Gradualisme, Consensus de Washington, Théorie Standard.

Key words: Market economy, Transition to the market economy, Institutions, Big-Bang, Gradualism, Consensus of Washington, Standard Theory.

Introduction

Cet article nous permettra d'intervenir sur l'un des aspects essentiels de notre thème à savoir le processus de transition à l'économie de marché. Nous abordons la question non pas par rapport à tel ou tel détail, mais en nous intéressant à l'ensemble du processus, son essence ou sa genèse et ses perspectives, sa globalité en somme. Mais également en nous penchant sur son évolution, sa pratique et ses différentes trajectoires et là notre réflexion se portera sur les spécificités de cette période.

Notre contribution traitera de ces aspects dans deux parties essentielles. La première traitera de généralités se rapportant à la transition à l'économie de marché et aux caractéristiques de celle-ci. La deuxième partie sera consacrée à l'examen des spécificités de ce changement et de leur prise en charge aussi bien théorique qu'idéologique et politique.

1-Généralités et caractéristiques de la transition

Gilles DOSTALER dans l'une de ses nombreuses contributions [1] soulève un certain nombre de points d'ordre théorique et méthodologique d'une pertinence certaine par rapport à la notion de transition. Il commence d'abord par souligner l'ambiguïté de celle-ci et qui renvoie en fait à une réalité extrêmement difficile à cerner et à définir précisément. Elle est utilisée dans le domaine des sciences sociales comme dans celui des sciences naturelles, en philosophie et en épistémologie aussi bien qu'en art et en littérature. Les dictionnaires modernes nous renvoient à un procédé rhétorique et définissent d'une façon générale la notion de transition comme le passage d'un état à un autre ou d'une situation à une autre. Le passage peut être rapide et brutal, la transformation peut également être progressive.

De cette définition DOSTALER s'intéresse aux notions d'état et de situation en affirmant qu'en économie politique « la situation ou l'état désigne une certaine forme d'organisation sociale. Cela implique l'organisation de la production matérielle, de la distribution des échanges de la consommation, ainsi que la nature des institutions politiques, juridiques, sociales et idéologiques en cours. Se réfèrent au marxisme et à sa théorie de l'histoire, aux concepts de mode de production et de formation sociale qu'il estime en évolution permanente l'auteur affirme ; « nous sommes toujours en transition parce que toujours des forces sociales se heurtent du fait d'intérêt contradictoire ».

Après avoir passé en revue ses différentes formes d'organisation sociale (esclavagisme, féodalisme, capitalisme) et les penseurs qui y ont sévi, l'auteur termine son article de façon éloquent ; « une chose est certaine : cette question est loin de se réduire à l'économie. C'est pourquoi d'ailleurs la

pensée économique n'a jamais pu penser la transition non plus que le marxisme dans sa version économiste. La transition concerne la totalité des rapports entre les hommes ». Cette contribution et bien d'autres ont entraîné dans les années quatre-vingt un redéploiements importants de la recherche en sciences humaines et sociales. La remise en question des grands systèmes théoriques dominants jusqu'alors conduit à une diversification des recherches en de multiples champs disciplinaires indépendants conduisant à l'ouverture de nouveaux chantiers théoriques.

Des paradigmes nouveaux s'élaborent et des passerelles s'établissent entre les disciplines générant des débats aussi passionnants que pertinents. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'émergence de nouveaux champs théoriques et analytiques tels que l'économie de la transition ou la transitologie.

Pour l'économie de la transition, W.ANDREFF [2] en dit ceci ; « l'économie de la transition en tant que discipline d'enseignement économique s'est développée au lendemain de la disparition du système de type soviétique basé sur une économie centralement planifiée. Sa particularité provient de l'héritage des économies centralement planifiées qui subsiste dans les économies en transition post économistes. La question centrale posée par cette matière est de savoir comment expliquer le processus de transformation d'un système en un autre. L'analyse des mécanismes économiques de cette transformation qui à présent comporte au moins deux phases distinctes est l'objet de l'économie de la transition ». La phase 1 : la fin des économies centralement planifiées et la phase 2 : La transformation d'un système économique en un autre.

La transitologie de cette discipline qui au plan politique prétend expliquer et à la fois guider le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Ce processus se projette au plan économique par la transition d'une économie à gestion centralisée et planifiée vers une économie de marché. Cette discipline issue et inspirée principalement de la sociologie politique et de la science politique notablement développée à partir des années soixante dix avec la première vague de démocratisation qui a touché principalement l'Europe du sud suivie durant la décennie quatre vingt par l'Amérique latine et enfin l'Afrique, l'Europe de l'est et l'Asie du Sud-est au cours de la dernière décennie du vingtième siècle.

Parmi les maîtres de cette « proto-science » nous pouvons citer des auteurs comme Guillermo O'DONNEL, Philippe C.SCHMITTER, Arend LIJPHART, Juan J.LINZ ou Giovanni SARTON. Ces auteurs sont unifiés dans une approche comparative à fort penchant quantitatif et visant à démontrer qu'en appliquant un ensemble de concepts et d'hypothèses universels, il est

possible d'expliquer et de gérer la transition. Pour cela, la transitologie cherche à tirer des généralisations et des leçons à partir de l'observation des transitions passées afin de formuler des recommandations institutionnelles et même constitutionnelles à caractère prescriptif excessif.

Le recours à la méthode positive reste la panacée de la transitologie. L'essor de la transitologie et de l'idéal de transition vers la démocratie et l'économie de marché témoigne également des bouleversements politiques et idéologiques des deux dernières décennies. Ainsi on peut considérer que les paradigmes démocratie et économie de marché ont désormais réussi à s'imposer comme seuls référentiels légitimes tant au niveau idéal, scientifique et académique qu'au niveau des formes de gouvernement et gouvernance correctement adoptées.

En théorisant la démocratie et l'économie de marché telles que nous les connaissons à l'heure actuelle, la transitologie néglige pourtant le fait que des paradigmes sont le produit de configurations historiques spécifiques et que celles-ci sont également soumises à des transformations. Pour la transitologie, la thèse de Francis FUKUYAMA [3] sur la fin de l'histoire reste d'actualité, la démocratie et l'économie de marché restent l'horizon indépassable de tout système économique et politique. Les mérites, les aspects et les effets positifs de la transition sont certains. Quant aux aspects analytiques, les questionnements théoriques de fond et les perspectives, la transitologie ne propose aucune alternative à l'économie de marché et la démocratie libérale modèle trop souvent perpétué sans questionnements critiques.

Au terme de cet exposé sur des généralités se rapportant à la transition à l'économie de marché et à la transitologie et avant de poursuivre notre réflexion nous formulerons des questionnements dont certains que nous partageons avec Pierre FRANÇOIS [4] et qui pourront constituer les éléments d'une problématique pour notre article.

- Ya t-il unicité ou pluralité des processus de transition ?
- En quoi la transition socialiste /capitalisme rejoue t- elle les transitions antérieures vers le capitalisme (formations précapitalistes vers le capitalisme ?)
- En quoi les trajectoires de transformation des économies planifiées à gestion centralisée sont-elles les mêmes en quoi diffèrent t- elles ?
- La transition est elle le fait de l'Etat ou des sociétés civiles ?
- De quel Etat et de quelle société civile s'agit -il ?
- La fin de l'histoire de Francis FUKUYAMA est-elle synonyme de convergence ou d'hétérogénéité ?

- Est-il possible de construire ou d'élaborer une théorie de la transition ou des transitions ?
- Doit-on accepter et privilégier ou remettre en cause la pertinence empirique de ces processus de transformation économique ?

Toutes ces questions peuvent paraître aussi intéressantes et aussi pertinentes les unes que les autres, notre réponse aussi exhaustive soit-elle ne tranchera pas toutes ces questions, mais abordera les plus importantes à nos yeux, celles qui sont en rapport avec les perspectives et donc le devenir de ces économies qui ne sont plus ce qu'elles étaient mais qui ne sont pas devenue ce à quoi on s'attendait. Il est couramment souligné que la transition de l'économie centralement planifiée ou administrée à l'économie de marché est un phénomène unique dans l'histoire du monde et que « par la nature et l'ampleur qu'elle revêt la transformation du système économique des pays de l'Europe centrale et de l'Est représente une tâche et un effort sans précédent dans notre histoire économique ».

Nul autre pays ne s'est jamais vu placé devant le défi de mettre fin à la baisse de l'activité économique et de corriger d'importants déséquilibres...tout en mettant en place un nouveau système économique, alors que les mécanismes et les institutions du marché ne sont pas développées qu'il faut restreindre l'intervention directe de l'Etat et employer des instruments d'action inconnus auparavant. [5] N.F CAMPOS et F.CORICELLI [6] confirment et décrivent également cette période comme l'événement le plus important du dernier siècle.

L'effondrement du bloc communiste avec les mouvements politiques et sociaux de la fin des années quatre vingt et notamment la chute du mur de Berlin en 1989 ont signifié la remise en cause du système économique et politique centralisé, sonné le glas du système socialiste et ouvert des perspectives nouvelles d'intégration à l'économie mondiale des pays et des Etats faisant parti de ce bloc. Aussi la transition dont il sera question dans notre article est celle du passage du système économique à la planification centralisée à celui de l'économie de marché.

Deux types de système économique et deux types d'organisation économique et sociale que nous allons tenter de présenter et de cerner brièvement. Entre ces deux types d'organisation extrêmes il existe une variété de systèmes mixtes qui sont en fait beaucoup plus proche de la réalité.

1-Economie à planification et gestion centralisée : Pour décrire ces deux systèmes (planification et gestion centralisée et économie de marché), nous nous référons à un certain nombre d'auteurs spécialistes de la question que nous citerons dans notre bibliographie dont notamment (R. ERICSON

1991, W.ANDREEF 1993 et 2007, OLSON 1995, M.LAVIGNE [7] 1992, N.CAMPOS et F.CORRICELLI, 2002, A.SMITH 2006 [8], sans oublier János KORNAI qui demeure une référence en la matière.

W .ANDREEF [9] propose la définition d'une économie socialiste sur la base d'un certain nombre de critères essentiels que nous présentons ci-dessous :

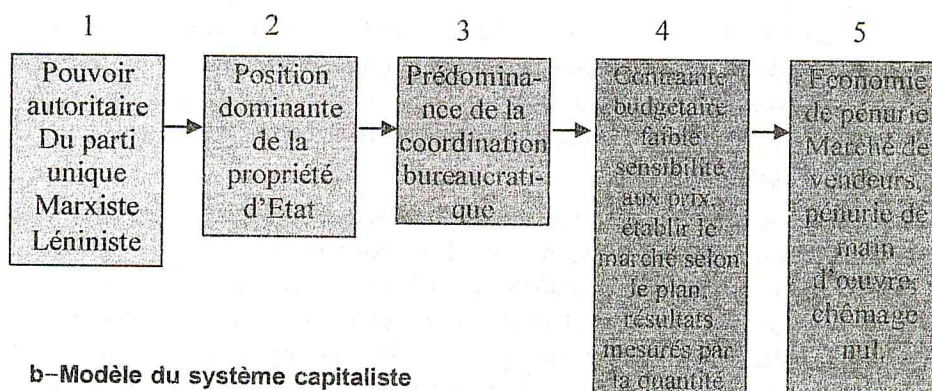
- 1- les entreprises industrielles et les banques sont la propriété de l'Etat.
- 2- L'activité économique est organisée selon la planification centralisée (y compris la collectivisation de l'agriculture).
- 3- La stratégie de développement repose sur l'industrialisation rapide avec la priorité donnée aux industries lourdes.
- 4- Le commerce extérieur avec les marchés capitalistes est volontairement restreint le plus gros volume des échanges s'effectuent entre les pays membres du conseil pour l'assistance économique mutuelle (CAEM) URSS et les pays d'Europe de l'Est.
- 5- Les investissements directs étrangers sont proscrits.
- 6- Le pouvoir politique est détenu totalement par un parti unique (communiste ou d'inspiration marxiste léniniste).

János KORNAI [10] quant à lui, à travers une présentation très pédagogique, propose un modèle comparatif entre les systèmes socialiste et capitaliste en se basant sur un certain nombre de critères fondamentaux qu'il désigne comme des attributs spécifiques. Puis il définit ces attributs comme « les caractéristiques communes d'une multitude de manifestations historiques et sont jugés significatifs pour influencer la réalité sociale, politique, économique et culturel d'un pays. D'ailleurs KORNAI représente les attributs spécifiques des deux systèmes dans le schéma 01ci après.

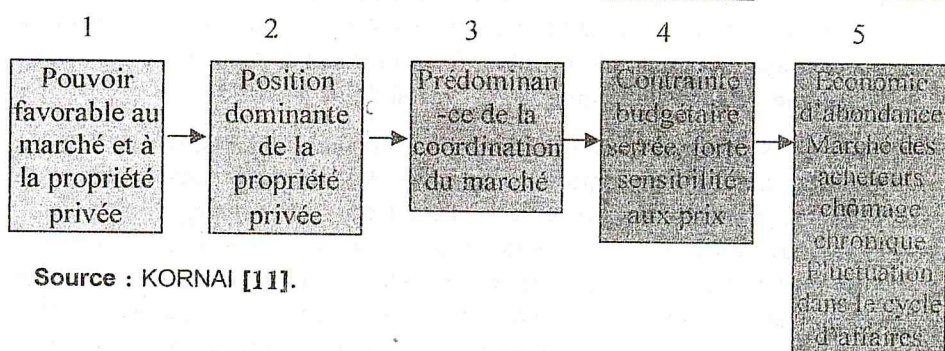
Les attributs sont subdivisés en cinq groupes d'éléments essentiels que sont, le pouvoir politique, la propriété privée, les moyens de coordination, le comportement des acteurs économiques et les caractéristiques de l'économie. Ces attributs et ses particularités de l'économie planifiée sont repris par la plupart des spécialistes de la question (ERICSON1991, ANDREEF1993, OLSON1995, COMPOS et CORICELLI2002, A.SMITH2006). La succession logique de ces caractéristiques aidera à mieux comprendre le phénomène de la transition d'une économie planifiée à une économie de marché, comme le montre le schéma suivant présenté par KORNAI [11].

Schéma 01 : les attributs spécifiques des deux systèmes économiques

a-Modèle du système socialiste



b-Modèle du système capitaliste



Source : KORNAI [11].

Selon ce schéma cinq particularités distinguent le système socialiste à économie planifiée :

- Le pouvoir politique totalitaire détenu par le parti unique.
- Unicité des droits de propriété qui se limitent à la propriété d'Etat.
- Les moyens de coordination du système économique dominés par des principes hiérarchique et bureaucratiques.
- Les acteurs économiques et principalement les entreprises ne subissent aucune contrainte budgétaire ou financière.
- Les prix sont fixés par le plan, de même que les quantités à produire, l'aspect quantitatif et privilégié dans l'évaluation des entreprises qui entretiennent avec le plan de relations économiques de type vertical.
- Une pénurie chronique des biens et de la main d'œuvre caractérise l'économie et le marché est un marché de vendeurs.

Par ailleurs, l'apparition du système socialiste n'a pas été le fruit de développements historiques objectifs. La structure économique se trouve ainsi totalement inféodée à l'autorité totalitaire empêchant ainsi toute référence à

l'économie de marché. L'économie planifiée à gestion centralisée a fait suite à la révolution bolchévique en 1917, a d'abord concerné l'URSS, puis s'est étendue aux pays satellites de l'URSS après la deuxième guerre mondiale et a duré jusqu'en 1989. Actuellement Chine continue de pratiquer un système hybride ou coexistent en même temps des caractéristiques de l'économie planifiée aux cotés de spécificité de l'économie de marché. Ceci a été réalisé dans le cadre des reformes décidées afin de faciliter le passage graduel à l'économie de marché.

Au terme de cet exposé sur l'économie planifiée et s'il faut tirer des enseignements et des conclusions, nous les ferons d'abord pour l'information véhiculée dans le cadre du système et qui en théorie doit être parfaite et adéquate afin de permettre en théorie une meilleure allocation des ressources pour une appréciation et une projection correcte des objectifs. Il est de même accordé une attention particulière pour le contrôle des prix afin d'éviter toute tension inflationniste et aux ressources humaines par le biais d'un système de santé et d'un système éducatif en plus de la recherche du plein emploi. Des objectifs somme toute nobles, mais qu'en est-il de la réalité ?

Olson [12] attribue l'échec de l'économie planifiée au manque de fiabilité du système d'information primordiale pour la détermination des niveaux de consommation, d'investissement et d'allocation des ressources. L'information qui circule entre les différents paliers et échelons de la hiérarchie subit des distorsions ce qui fait dire à Olson que la situation optimale prévue par le plan ne sera jamais atteinte parce que l'environnement de production évolue continuellement et donc le processus décisionnel devait être réévalué perpétuellement et en temps réel.

Ainsi les décisions prises sont de plus en plus détachées de la réalité et n'ont plus l'impact souhaité. Ce qui fait d'ailleurs dire à R.E.Ericson [13] En conséquence de cette information devenue incomplète et imparfaite, les décisions prises devenant incohérentes n'ont plus de prise sur la réalité les subordonnés des paliers et des échelons inférieurs mus par leur intérêt individuel émettent de fausses informations à la hiérarchie qui avec le temps éprouve d'énormes difficultés pour coordonner gérer et contrôler les subordonnés. L'autorité centrale perdant le contact avec la réalité le système devient ainsi inefficace.

CAMPOS et CORICELLI [14] relèvent d'autres facteurs déterminant l'inefficacité du système socialiste à savoir :

- Inexistence d'un marché des capitaux dynamique et dense.
- Les échanges extérieurs se limitant au CAEM (conseil pour l'assistance économique mutuelle) créent une dépendance massive à ce marché.
- Gaspillage des ressources humaines et distorsion du marché du travail.

– Absence d'initiative des échelons hiérarchiques inférieurs et dépendance de l'autorité centrale. A cela s'ajoute une faible productivité, la rigidité de la structure économique et l'insuffisante substitution entre les facteurs de production sans oublier de rappeler le contrôle rigoureux des prix, l'orientation de l'investissement prioritairement vers l'industrie lourde et le retard technologique accusé par rapport aux pays capitalistes avancés.

En définitif, les observateurs et les spécialistes de la question considèrent l'économie planifiée comme un système complexe et rigide induisant la stagnation. Héritage lourd oserions nous dire pour une organisation économique en transition vers l'économie de marché que nous allons tenter de présenter.

2-Economie de marché : Nous entamerons ce point par une citation de Francis FUKUYAMA [15] qui résume bien les choses ; « mal connoté par l'acceptation péjorative qui lui confère la critique marxiste, le capitalisme avec le déclin de l'influence exercée par celle-ci et la déconfiture du socialisme réel qui lève l'hypothèque d'une alternative –paraît pouvoir prétendre maintenant à l'universalité. Paradoxalement le terme lui-même semble frappée de désuétude et l'expression consacrée pour désigner le capitalisme est désormais l'économie de marché ». A partir de là peut s'engager un débat autour des concepts de capitalisme et d'économie de marché entre une réalité pratique et une représentation théorique, en quoi sont-ils identiques ou distincts ?

Si François PERROUX [16] affirme que « le capitalisme est une notion de combat » le concept d'économie de marché reste pour nous d'abord le produit du modèle néoclassique standard de tradition wabrasso-parétienne avec ses apports, ses défaillances et ses limites » [17]. Ceci constitue un autre débat dans le cadre d'autres préoccupations théoriques.

Pour l'heure nous pouvons affirmer sans trop être contredits que la définition du concept d'économie de marché est loin d'être une évidence et que nous pouvons considérer pour le moment comme une organisation économique qui repose sur le modèle de l'échange et la priorité privée des moyens de production et dont le mode de coordination est le marché où règne la concurrence pure et parfaite. Pivotal de la tradition néoclassique comme catégorie spécifique caractéristique des systèmes modernes développés, le concept d'économie de marché a toujours été opposé à celui de capitalisme par de grands théoriciens du capitalisme (historiens et économistes) et qui vont de Marx à Braudel en passant par Schumpeter, Keynes et Polanyi. Nous nous référerons principalement à János KORNAI pour traiter de ce point et en saisir les aspects essentiels.

Le capitalisme et les structures d'une économie de marché sont pour Jonas KORNAI [18] sont le produit d'un développement objectif favorisé par la réunion de conditions nécessaires. Contrairement à l'économie à gestion centralisée, le capitalisme n'a pas besoin d'être imposé pour se développer pour peu que des conditions nécessaires et suffisantes soient réunies ; support constitutionnel et législatif de la propriété privée, encourager la libre entreprise, favoriser et promouvoir la privatisation, renforcer les contrats privés. Tout cela devait se faire sous la supervision d'un Etat qui sans porter atteinte à l'initiative privée doit demeurer un acteur majeur.

La figure du schéma présenté par KORNAI représente le système d'économie de marché par les attributs suivants :

- Soutien du pouvoir politique au marché et à la propriété privée
- Position dominante de la propriété privée.
- Prédominance de la coordination pour le marché.
- Les acteurs économiques subissent une contrainte budgétaire serrée et leur comportement est notablement influencée par la fixation des prix selon la loi de l'offre et la demande.
- Chômage chronique et fluctuations dans le cycle commercial.

Deux catégories économiques revêtent une importance considérable pour le capitalisme, la propriété privée qui induit elle-même la libre entreprise et la liberté d'établir des contrats entre les individus(KORNAI2000) et les prix qui par l'information qu'ils véhiculent sont l'élément fondamental de la coordination des activités d'échange, de la façon d'organiser la production et la distribution des revenus. [19] Innovation, progrès technologique et usage efficient des ressources pour une productivité plus élevée et une croissance économique soutenue. Mais au prix d'un chômage chronique de fluctuations dans le cycle des affaires, d'inégalités salariales et bien sûr sociales et de pauvreté.

Ce bref exposé qui espérons le aura été fructueux nous a permis de procéder à une analyse comparative entre l'économie planifiée à gestion centralisée et l'économie de marché mettant ainsi en évidence les différences de structures entre les deux systèmes. La propriété d'Etat s'opposant à la propriété privée, le pouvoir politique au pouvoir du marché le plan à la concurrence. Il est incontestable que la transformation d'un système économique planifié en un système capitaliste implique le démantèlement des structures socialistes et leur remplacement par des institutions spécifiques à l'économie de marché. A partir de là, la stratégie d'implantation est choisie et adoptée et le processus de transition s'enclenche avec toutes ses incertitudes.

3 –Transition à l'économie de marché : Si nous nous référons aux fondamentaux et aux mécanismes de l'économie nous pouvons avancer que les difficultés de la transition sont nombreuses et majeures. Ce processus implique des ajustements qui nécessitent notamment une compression des dépenses publiques est ensuite du pouvoir d'achat. Aussi le premier problème n'est pas seulement de restaurer les grands équilibres macro-économiques ou financiers, mais encore de changer les structures de production et de répartition du revenu dans la société et enfin de transformer les mentalités héritées du passé ; ce que les spécialistes de la transition appelle « la path dépendance ». L'ampleur de la tâche ne permet pas de projeter la transition dans le court et le moyen terme mais plutôt et raisonnablement dans le long terme.

La joie et les espoirs suscités par la chute du mur de Berlin et le retour de la démocratie et de la liberté en URSS et les pays de l'ex-bloc de l'Est font place à la déception face aux difficultés et des réalités quotidiennes extrêmement difficiles. De nombreuses questions se posent : leurs compatibilités et leurs incertitudes sont d'autant plus grands que les sciences sociales ne présentent aucun modèle de la transition d'une économie centralement planifiée. Vers une économie de marché, aucune expérience historique antérieure ne pouvant être prise en référence et donc servir d'indicateur pour mesurer le chemin accompli. Tout reste à créer et à concevoir et théoriser du concept à la pratique et au vécu.

Pour l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) dans son rapport annuel 1991 la transition suppose des changements dans quatre directions : la stabilisation macro économique, la libéralisation économique, la la restructuration d'entreprises et la réforme des institutions. Le contexte dans lequel s'engagent les processus de transition à l'économie de marché est marqué par l'apogée de la théorie économique standard au début des années 90 et les dimensions de la déréglementation des années 1970 à 1990 sont multiples.

L'interprétation et l'analyse de Karl Polanyi [19] à propos du dix neuvième siècle rattrape totalement la théorie standard ; la monnaie, la nature et l'homme lui-même sont intégrés tout entiers dans l'univers marchand par la théorie d'abord avant de l'être par la réalité. L'aboutissement de cette évolution est consacré par les « dix commandements » du consensus de Washington préconisés par un économiste du Fonds Monétaire International Williamson(1990) [20] que nous présentons dans le tableau n°01 suivant.

Et c'est ainsi que la transition au capitalisme des économies de l'Est d'abord devint le champ d'application privilégié du consensus de Washington.

Tableau 01 : Les «10 commandements » du consensus de Washington

- | |
|---|
| 1-Discipline fiscale. |
| 2-Réorientation des dépenses publiques. |
| 3-Réforme fiscale. |
| 4-Libéralisation financière. |
| 5-Fixation d'un taux de change unique et compétitif. |
| 6-Libéralisation du commerce extérieur. |
| 7-Suppression des obstacles aux investissements directs étrangers |
| 8-Privatisation des entreprises publiques. |
| 9-Déréglementation de la concurrence. |
| 10-Sécurisation des droits de propriété. |

2-Spécificités, pratique et évolution de la transition

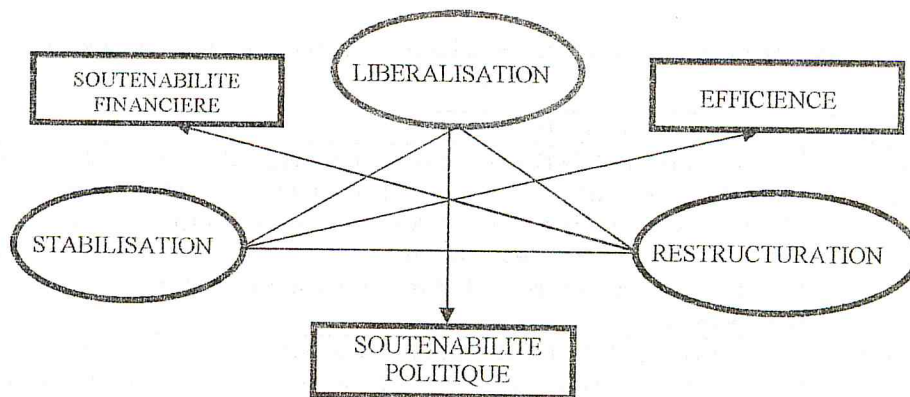
Chevance .B [21] considère la transformation post socialiste comme « une expérience historique unique de changement organisationnel institutionnel et systémique dans un grand nombre de pays. Cette expérience inachevée a constitué un défi considérable pour l'interprétation et l'orientation d'un processus extraordinaire et sans précédent de transformation économique et social ». Face à des situations largement hétérogènes, il s'agissait d'inventer un nouveau cadre économique que se propose de réaliser le consensus de Washington.

2.1- Spécificités de la transformation post socialiste

S'appuyant, sur une modélisation des progrès des réformes proposée par la BERD (Banque, Européenne, pour la Reconstruction et le Développement) qui cadre les économies concernées par la transition sur une règle ou une norme unique; « l'indicateur de transition » dont nous donnerons de plus amples indications un peu plus loin. Cette modélisation présente en fait toutes les caractéristiques d'un paradigme au sens de Kuhn Thomas [22] nous permettant de l'identifier en tant que paradigme Standard de la Transition (PST).

La pratique de ce PST se retrouve dans le modèle de réformes préconisé par le Fonds Monétaire international et dont les objectifs principaux consistent en : -L' élévation du niveau de vie moyen des populations par une allocation efficiente des activités économiques ; -Veiller à assurer les équilibres macro économiques et notamment les finances publiques et la balance des paiements afin d'assurer la soutenabilité financière des réformes. Assurer la soutenabilité politique des réformes afin d'éviter le risque de retour en arrière. La réalisation de ces objectifs passe par la « sainte trinité » sur laquelle est fondé le Washington consensus [23], stabilisation-libéralisation-restructuration ou privatisation.

Schéma 02 : le modèle du FMI pour la transition au capitalisme



La stabilisation par un contrôle serré des dépenses publiques et la croissance de la masse monétaire afin d'assurer la stabilité du taux de change de la monnaie nationale, la libéralisation qui permettra l'allocation des ressources et la détermination des prix relatif non plus par le plan mais par le marché et enfin la restructuration qui signifie d'abord la privatisation, mais aussi les modes de gouvernance des entreprises et des administrations de l'Etat en somme.

Ces différents éléments peuvent être représentés dans la figure 2 et qui représente en fait le modèle du FMI pour la transition : Les experts du FMI n'omettent pas de signaler et d'insister sur la complémentarité des reformes qu'il faut lancer simultanément, ceci constituant la condition de leur réussite. Devant l'ampleur de ces changements, il fallait trouver et adopter un consensus quant à la stratégie ou à l'approche à mener pour mettre en œuvre les réformes de la transition.

Deux conceptions sont en présence la première de type big bang appelée également théorie de choc et la seconde prône le passage graduel appelé aussi gradualisme qui est l'œuvre d'un certain nombre d'économistes situés aux marges du paradigme standard de la transition. Sur la base de plusieurs études se rapportant à la transformation post socialiste. Gerard ROLAND [25] résume ainsi les deux approches, les adeptes de la théorie de choc ou Big - Bang soutiennent que la destruction rapide et complète du système centralisé et le seul moyen possible pour la création de l'économie de marché et que en s'appuyant sur la démocratie, les nouveaux gouvernements adopteront les reformes le plus rapidement possible et ce d'une manière irréversible.

Les partisans du passage graduel ou gradualisme ne considèrent que la présence de l'Etat au moins dans une première phase de la transition garantit une certaine stabilité pour les démarches et que en procédant de manière

séquentielle, les reformes à succès créant des précédents pour l'adoption de nouvelles.

Tableau 02 : Les deux stratégies de mise en application des reformes Big- Bang et gradualisme.

Catégorie	BIG BANG	GRADUALISME
Coûts d' Ajustement	Des réformes BIG BANG permettent de réduire les couts D'ajustement si elles ancrent les anticipations sur la nécessité de réallouer les ressources productives de l'économie.	Une approche graduelle peut minimiser les coûts d'ajustement car elle est moins onéreuse à court terme et génère moins d'opposition politique.
Crédibilité	Une approche BIG BANG assure une plus grande crédibilité.	Une approche graduelle peut être plus crédible si les bénéfices mesurables de court terme sont suffisamment importants.
Faisabilité	Etablir un calendrier précis de réformes à mettre en œuvre est pratiquement irréalisable ; en conséquence, les réformes doivent être menées aussi rapidement que possible.	Les réformes nécessitant du temps peut être mise en œuvre. Une approche graduelle est nécessaire compte tenue de la difficulté d'accommoder les chocs macro économiques liés à ces réformes et dont les effets sont parfois contradictoires.
Risque	Une approche BIG BANG peut conduire à une hausse du chômage sur le court terme qui diminue le soutien politique en leur faveur et peut conduire le gouvernement à les abandonner. Une approche globale augmente le risque de contagion entre oppositions politiques.	Des réformes partielles amoindrissent l'efficacité de la réallocation des ressources productives diminuant les effets sur le PIB et le bien être. Des reformes partielles peuvent empêcher la création de marchés suffisamment concurrentiels.

Source: FMI Washington paper N°2

Si au départ le paradigme standard de la transition (PST) et découlant du consensus de Washington a été imposé par les grandes institutions financières internationales et principalement le Fonds Monétaire Internationale, la Banque Mondiale, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le développement. Sur le terrain dans aucun pays, le modèle du FMI n'a pu aller au terme de son application, ni le rythme des réformes se conformer aux prescriptions de départ. Par ailleurs la portée en termes de résultats économiques a été mitigée et l'impact des réformes a été d'une grande diversité dans des économies ou les modalités d'applications des réformes ont été similaires.

Avant de poursuivre et d'apprécier les pratiques et les évolutions de la transition, nous présentons un tableau (Tableau 02) revenant sur les deux stratégies de mise en application des réformes BIG BANG et gradualisme.

2.2-Evolution et difficultés de la transition

Les pays qui se sont engagés dans ce processus de transformation ont choisi différentes voies et ont connu des évolutions distinctes. Quant aux effets immédiats de la transition, ils sont à peu près les mêmes pour l'ensemble des pays. Ils ont été énumérés par CAMPOS et CORICELLI [24] dans ce qu'ils ont appelé les faits stylisés de la transition et dont les plus déterminants sont ceux qui suivent :

- Diminution appréciable et conséquence sur le niveau du bien être de la population.

- Pénurie de capital du à l'absence d'un marché du crédit et à la faiblesse des investissements directs étrangers(IDE).

- Inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail ce qui génère un chômage additionnel.

- L'effondrement du conseil d'assistance économique mutuelle(CAEM) et difficile réorientation du commerce vers les pays industrialisés.

- L'extinction et la disparition des structures socialistes n'ont pas été suivies par l'émergence d'institutions adéquates et nécessaires pour le bon fonctionnement de l'économie de marché.

La pratique du processus de transition ou de ce que Thomas KUHN a désigné de paradigme standard de la transition a connu des trajectoires différentes et une grande diversité de réponses a été apportée par les économies en transition aux prescriptions et préconisations du PST.

La transposition du modèle capitaliste proposé s'est heurtée à des oppositions et des résistances parfois farouches. Le paradigme des institutions monétaires et financières internationales n'a pu aller au terme de sa pratique ni les principales réformes se concrétiser sur le terrain. Les principaux résultats économiques ont été également d'une grande diversité même quand les modalités d'application ont été similaires. Ceci apparaît encore plus quand on considère certains pays de l'Asie de l'Est ; Chine, Cambodge, Laos, Vietnam tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous (Tableau 03):

Cette échelle de 1 à 4.5 élaborée par la BERD (Banque Européenne de reconstruction et de développement) mesure le degré d'avancement de chaque pays par rapport à des indicateurs de transition dont notamment la part du secteur privé dans le PNB, la libération des prix, la réforme des institutions bancaires et financières .

Tableau 03 : Les principaux résultats de transitions économiques

Pays	Date du programme du FMI (entre 1989 et 1999)	Variation du PIB réel (1999/1989) en%	Inflation moyenne (1989-1999) en%	Indicateur de transition (BERD, 1999)*
Pays d'accession à l'UE non baltes		-5	35.5	3.3
Bulgarie	Fév -1991	-33	68.4	2.9
République tchèque	Jan -1991	-6	7.8	3.4
Hongrie	Mars-1990	-1	19.7	3.7
Pologne	Jan-1990	+28	49.2	3.5
Roumanie	Jan-1993	-26	76.1	2.8
Slovaquie	Jan-1991	+1	14.3	3.3
Slovénie	Fév-1992	+5	12.9	3.3
Pays baltes		-32	33.5	3.2
Estonie	Juin-1992	-22	24.3	3.5
Lettonie	Juin-1992	-44	35.1	3.1
Lituanie	Juin-1992	-30	41	3.1
Autres pays d'Europe du Sud-Est		-23	3331.8	2.5
Albanie	Non	-7	33.4	2.5
Bosnie-Herzeg.	Non	-7	13118	1.8
Croatie	Oct-1993	-20	100	3
Macédoine	Jan-1994	-41	75.6	2.8
CEI		-47	149.1	2.3
Arménie	Déc-1994	-52	106.5	2.7
Azerbaïdjan	Jan-1995	-53	233.2	2.2
Biélorussie	Nov-1994	-19	162.4	1.5
Géorgie	Sep-1994	-69	17.9	2.5
Kazakhstan	Jan-1994	-39	77.3	2.7
Kirghizie	Mai-1993	-39	22.3	2.8
Moldavie	Sep-1993	-69	16.5	2.8
Mongolie	Non	-7	46.5	2.8
Ouzbékistan	Nov-1994	-3	304.5	2.1
Russie	Avril-1995	-45	88	2.5
Tadjikistan	Fév-1995	-71	688.5	2
Turkménistan	Non	-49	4.9	1.4
Ukraine	Nov-1994	-65	169.4	2.4
Asie de l'est		+78	17.1	2.1
Cambodge	Non	+62	6.3	2.5
Chine	Non	+152	8.1	2.1
Laos	Non	+85	28.6	1.8
Vietnam	Non	+97	25.4	1.9

Source : International Monetary Fund

* : échelle de 1 (absence totale de libéralisation) à 4.5 (économies occidentales)

Le tableau ci dessus démontre que tous les pays qui ont opté pour le programme de réformes du paradigme standard de la transition mis en oeuvre au travers de la conditionnalité de FMI ont connu un niveau d'inflation moyen

élevé associé à une chute plus forte de la production ce que certains auteurs ont désigné par récession transformationnelle.

Certains pays de l'ASIE de l'EST (Laos, Cambodge, Vietnam et Chine notamment) qui ont mis en pratique leur propre programme de transition vers l'économie de marché ont obtenu des résultats meilleurs aussi bien en termes d'inflation qu'en termes de croissance économique. En tentant d'expliquer cette diversité Julien VERCUEIL dans le cadre d'une intervention présentée lors d'une journée d'études « le capitalisme sans limites » essaie d'indiquer les lignes le long desquelles une analyse peut être menée et distingue ainsi quatre domaines essentiels. [25]

Le premier domaine se rapporte d'abord à la vision indifférenciée qu'avait le programme standard de transition pour des économies en transition qui ne présentaient pas les mêmes caractéristiques au début de la transition. Des caractéristiques particulières et des singularités essentielles différencient des pays comme la Hongrie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, l'économie Soviétique ou la Chine.

La deuxième ligne de démarcation se rapporte à la perméabilité des directions politiques des différents pays engagés dans la transition à l'économie de marché aux recommandations et préconisations standard et à la mise en œuvre du PST.A ce niveau il ya eu de bons et de mauvais élèves.

Le troisième niveau d'analyse est le fait de la différence d'intensité des chocs subis au cours des processus de transformation par les différents pays et notamment après la dissolution du Conseil d'Assistance Economique mutuelle en 1990. Mais également la montée du séparatisme de certaines républiques de la Fédération de Russie ou carrément des partitions politiques complètes ; pacifique comme en Tchécoslovaquie ou conflictuelle et meurtrière comme en Yougoslavie. Enfin par rapport à ce niveau d'analyse, il ne faut pas omettre d'évoquer les effets de la crise asiatique de 1997 sur les pays en transition et de la défiance des marchés financiers envers les économies émergentes.

Enfin le quatrième élément se rapporte à l'influence des institutions sur le comportement des agents économiques .Ce qui saute aux yeux à la lecture des trajectoires nationales de transition est la poids et l'importance de l'interaction entre les différents niveaux d'institutions .Institutions ici considérées comme des dispositifs collectifs de production de règles et les comportements.

Les institutions formelles mises en place sous la responsabilité du FMI (Fonds Monétaire International) n'ont presque jamais « mordu » du fait de ce qui est appelé par les spécialistes de la transitologie la « path dépendance »

ou l'« effet du sentier » ou la « dépendance du sentier » qui signifie que l'héritage des institutions et des modes de comportement socialistes est encore présent dans la plupart des sociétés et il continuera d'en être ainsi pendant encore longtemps.

Tout ceci a certainement pu constituer écueils et obstacles dans le déroulement du processus de transformation d'une économie planifiée en économie de marché ; transition dont nous allons dévoiler les sur prises avant de lever autant soit peu le voile sur les perspectives.

2-3. Surprises et perspectives

Le changement de système a constitué un processus de transformation extraordinaire et de grande envergure qui a présenté au fur et à mesure de son évolution et de son déroulement des surprises diverses. La première surprise et qui a été certainement la plus importante à nos yeux fut celle de ce qu'a traité Janos Kornai de la récession transformationnelle. L'effondrement de la production et donc de l'offre ont constitué une tendance générale dans tous les pays en transition. L'effondrement industriel de l'Allemagne de l'Est a été remarquable et ce malgré un financement budgétaire considérable et prolongé e la part de l'Allemagne de l'Ouest.

La chute de la production a été à contre courant des convictions de l'analyse standard de la transition (PST) qui pensait que la libéralisation et la privatisation entraîneraient la réallocation des ressources et l'amélioration de l'efficacité productive. Le deuxième aspect qui a pris de court les théoriciens du modèle standard de la transition a été le chômage transitionnel et qui en partie a été la conséquence de l'effondrement de la production.

Le troisième aspect a trait au transfert de la propriété et donc aux difficultés, retards et déviations du processus de privatisation. Pour La baronne D [26] « la remise des actifs au personnel ou au management des entreprises à des conditions privilégiées et la privatisation de masse basée sur la distribution quasi gratuite de coupons de privatisation à toute la population ont transféré des blocs de contrôle sur le capital de l'entreprise aux managers. Ces derniers ont eu aussi recours sans aucun scrupule à des comportements très actifs légaux ou illégaux pour assurer la survie de la firme et surtout pour s'enraciner dans leur position de pouvoir dans l'entreprise ». Stratégie qui a d'ailleurs été traitée « d'enracinement des managers ». La quatrième et dernière surprise se rapporte à la croissance des paiements sans monnaie et du non paiement qui se révèle être le paradoxe de la transition vers l'économie de marché.

Une véritable économie de troc ou une démonétisation de l'économie s'est développée et des échanges sans monnaie frauduleux et parfois criminels ont

pris une ampleur considérable notamment en Russie pour atteindre 70% du PIB en 1998. Les spécialistes de la transition ont présenté différentes explications à cette tendance et nous citerons entre autres l'hyper inflation, une politique monétaire restrictive, contrainte budgétaire insuffisante ; défaillances institutionnelles diverses (secteur bancaire naissant et nouveau système fiscal). La démonétisation s'explique également pour certains auteurs par l'imperfection des marchés et l'inertie des relations inter industrielles et inter entreprises.

Nous arrivons au terme de notre réflexion et nous pouvons amener un certain nombre d'observations. L'émergence, l'implantation et l'extension du « capitalisme à de nouveaux territoires n'a jamais été spontanée, mais au contraire a toujours été problématique » [27] comme tente de le montrer Julien Vercueil dans son article. La transition à l'économie de marché a abouti dans tous les cas à la genèse de formations sociales et économiques très diversifiées et très contrastées.

Les différentes expériences menées sur le terrain ont été riches d'enseignements et ont montré que le capitalisme tend à se transformer en s'étendant à de nouveaux territoires. Les transformations sont le fait d'ajustement chaque fois problématique devant les difficultés que les sociétés rencontrent dans leur adaptation à ces transformations. Ces obstacles sont surmontés grâce à des arrangements institutionnels qui donnent au capitalisme ses spécificités.

L'idée d'un modèle unique standard véhiculée par le consensus de Washington s'est retrouvée ainsi remise en question dans des économies que l'histoire et la géographie ont différenciées dans beaucoup de leurs aspects essentiels. Dans ce sens MAUREL Mathilde [28] conclut ainsi son article ; « Ce n'est pas les institutions qui détermineraient le succès des réformes mais l'héritage historique et géographique ».

La théorie standard a été incapable de prendre en charge les aspects théoriques et pratiques de la transition. Les institutions et les règles qui en découlent avaient un rôle important à jouer, Fernand Braudel [29] dans son analyse historique du capitalisme le confirme ; « En fait je crois aux vertus et à l'importance d'une économie de marché mais je ne crois pas en son règne exclusif ». Pour Andreff Wladimir [30], la poursuite et l'achèvement des processus de transition pour tous les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), les pays de la communauté des Etats indépendants (CEI) et les pays des balkans demeure problématique du fait de la persistance d'un certain nombre de facteurs que nous avons déjà évoqué ; tels la démonétisation de l'économie, le chômage transitionnel, l'enracinement des managers, auxquelles il faudra ajouter les critères de rattrapage de développement, de

changement institutionnel et de disparition des processus typiques de la transition.

Tout ceci n'est ce pas du au fait comme le dit CHAVANCE.B [31] que « l'économie est une discipline qui entretient un lien spécifique avec le politique et les jeux de pouvoir ;en outre son mainstream s'est délibérément coupé des autres sciences sociales il ya près d'un siècle ».

Est-il aisé d'inculquer à des peuples marqués par des dizaines d'années de mode de vie collectiviste la mentalité capitaliste ? Pour Bayard.J.F [32] celle-ci ne se crée pas avec une politique économique, mais avec un imaginaire social partagé par l'ensemble des acteurs qui nécessite du temps et des actions en profondeur.

En évoquant la réinvention du capitalisme, il déplore le fait que les gouvernements se pressent de mettre en place l'économie de marché au lieu de s'appliquer à fonder les bases de sa formation. De trop nombreux gouvernements ont en effet négligé le facteur culturel dans la transplantation des nouvelles institutions ce qui a occulté toute réflexion sur les méthodes de reconstruction.

Le marché nécessitant des institutions et une culture des participants propice à la prise de décision .Il est illusoire de croire en la construction spontanée d'un marché autorégulateur qui aboutit au contraire à un capitalisme exacerbé aux effets pervers multiples.

Conclusion

Que conclure au moins provisoirement par rapport à un processus d'une telle ampleur qui a impliqué et concerné des centaines de millions d'êtres humains depuis plus de deux décennies. La transition à l'économie de marché va se poursuivre dans un contexte marqué par une triple crise (crise économique et financière mondiale, crise de la mondialisation néo libérale, crise de la dette publique en Europe) et par des bouleversements politiques majeurs dans le monde arabe et en Afrique du nord.

Dans ce sens Kornai János [33] a raison d'affirmer que « la grande transformation a pris fin en Europe Centrale et Orientale. Comment la transformation de la Chine et du Vietnam se poursuivra t-elle ? Que se passera t-il à Cuba ? Comment la grande transformation va-t-elle s'opérer en Irak sous occupation militaire étrangère ? Et en Iran ? Et dans les pays musulmans ?

Chaque transformation est différente .toutes cependant comportent des éléments communs et nous ne pouvons véritablement comprendre les propriétés uniques de chaque pays que si nous le comparons aux autres .De

ce point de vue, la transitologie n'a nullement achevé sa mission. Elle n'a à vrai dire même pas amorcé le travail de fond requis. Aussi ne me reste-t-il qu'à souhaiter que ce texte suscite une étude attentive de la masse des connaissances accumulées sur le sujet ». Point de vue pertinent et d'une actualité certaine.

Références bibliographiques

1-Dostaller Gilles (1983) : « Transition et pensée économique dans l'histoire » Article publié dans la revue cahiers de recherche sociologique vol 1 septembre 1983 PP19-35 Montréal département de sociologie UQAM numéro intitulé connaissance et société.

2-ANDREFF Wladimir (2007) : « Economie de la transition ; la transformation des économies planifiées en économie de marché » édition BREAL page 11.

3-FUKUYAMA Francis (1992) : « La fin de l'histoire et le dernier homme » collection champs FLAMMARION.

4-FRANCOIS Pierre (2010) : « Transitions capitalistes : en route pour le capitalisme les transitions des ex pays communistes wiféo .com /document le 27/05/2010.

5-ZECCHINI salvatore (1991) : Avant propos présenté dans OCDE 1991 page 07.

6-CAMPOS.N.F et CORICELLI F (2002): « Growth in transition :what we know ; what we don't and what we should » journal of economic literature V2.1 Le contenu des réformes initiées.

7- LAVIGNE Marie (1992) : « L'Europe de l'est du plan au marché » paris Editions LIRIS 191 p .

8- SMITH Alan (2006) : « THE Economy » Central and Sud Estem- European Economies Europa Regional Survey of the world , Central and Sud Eastern Europe 2006 6ème edition Routledge 2005 pp 1-25 .

9- ANDREFF Wladimir (1993): « Introduction: crise et transformation » et « chapitre 1 les fondements théoriques de l'économie socialiste » dans la crise des économies socialistes . La rupture d'un système Presses Universitaires de Grenoble pp.7-58.

10 et 11-KORNAI Janos (2000) : "What the change of system from socialism to capitalism does and does not mean ; The journal of Economic perspectives vol 14 N° 1 pp 27-42 .

12- OLSON Mancur.Jr (1995): "Why the transition from communism as so difficult" Eastern Economic Journal Vol 21 N° 4 automne 1995 pp 437-461 .

13-Richard ERICSON (1991) : "The classical soviet- type economy: Nature of the system and implications for reform "Journal of Economics Perspectives Vol 5 N° 4 automne 1991 pp 11-27 .

14-FUKUYAMA . Francis : op déjà citée .

15-PERROUX François : « Le capitalisme » PUF 1947.

16-KORNAI.Janos :op.déjà citée .

17- FRIEDMAN Milton (1981) : « Market mechanisms and central economic planning Washington DC American Enterprise Institute for Public Policy Research 32p.

18-POLANYI Karl (1944-1983) : La grande transformation aux origines politiques et économiques de notre temps Edition Originale 1944 ; traduction Française 1983 PARIS GALLIMARD.

19- WILLIAMSON J(Ed) (1990) : »Latin American Adjustment : How much has happened

20-CHAVANCE Bernard (2004):"Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post socialiste ; Texte publié ; dans MAXIME FOREST et Georges MINC (dir) ; post communism :les sciences sociales à l'épreuve L'HARMATTAN 2004.

21-KUHN thomas (1970-1983) : « La structure des révolutions scientifiques » Trad fr 1983 de « The structure of Scientific Revolutions » (1970) PARIS FLAMMARION.

22-CHAVANCE Bernard : op déjà citée.

23- ROLAND Gerard (2002):" The political economy of transition journal of Economic perspectives Vol 16 N° 1 hiver 2002 pp 29-50 .

24-CAMPOS N.F et CORICELLI F : op déjà citée.

25-VERCUEIL Julien : « la grande transition à l'EST nouvel espace du capitalisme » intervention in journée d'études intitulée. « Le capitalisme sans limites ».

26-LABARONNE.D (1998) : Les lenteurs de la privatisation en EUROPE de l'EST : une conséquence de la stratégie d'enracinement des managers Revue d'Economie Politique 108 (5) pp 672-689.

27-VERCUEIL Julien op déjà citée.

28-MAUREL ; Mahilde : Héritages ; réformes ; institutions : Un bilan de quinze années de transition .Article in Revue d'Etudes comparées EST- OUEST VOL 37 N° 1 : Institutions et démocratie les leçons de quinze années d'économie de transition.

29-BRAUDEL Fernand (1985-2000) : « La dynamique du capitalisme » première édition (1985) PARIS ARTHAUD reed 2000 PARIS FLAMMARION.

30-ANDREFF. Wladimir (2003) : Le cinquième élargissement européen marque t-il la fin de la transition économique post socialiste. Article in Revue Reflets et Perspectives XLII; 2003/3 pp 47-60

31-CHAVANCE Bernard : op déjà citée page 10.

32-BAYARD Jean François (1994) : « La réinvention du capitalisme » Editions KARTHALA collections Hommes et Sociétés.

33-KORNAI Janos2006 : « LA Grande transformation de l'Europe Centrale et Orientale : succès et désillusions » Article in Revue d'Etudes Comparées Est-Ouest Vol 37 2006 N°1.Institutions et démocratie les leçons de quinze années de transition. pp 13-65